

Entretien avec Ajit S. Bhalla

2000-04-06

info@idrc.ca

Comme l'ont montré les récentes négociations de l'Organisation mondiale du commerce, il n'est pas simple de négocier ou de contrôler le phénomène connu sous le nom de « mondialisation ». L'interdépendance et l'intégration croissantes des économies menacent la souveraineté politique et culturelle. Grâce à la technologie de l'information, les échanges de données et de capitaux d'un endroit à l'autre de la planète se font à la vitesse de l'éclair. Même si cette liberté semble laisser présager une ère nouvelle, il est loin d'être certain que tous jouiront également des avantages qui en découleront.

Dans ses travaux, Ajit S. Bhalla s'est penché sur les effets sociaux de la mondialisation. Publié sous la direction du professeur Bhalla, l'ouvrage intitulé *Mondialisation, croissance et marginalisation* regroupe des rapports de recherche qu'il a commandés sur différents aspects de la question. Ces textes ont été préparés avec l'appui du Centre de recherches pour le développement international.

Dans l'entretien qui suit, Ajit S. Bhalla évoque certaines des idées exposées dans *Mondialisation, croissance et marginalisation* :

Dans l'introduction de *Mondialisation, croissance et marginalisation*, vous faites remarquer qu'en raison de l'accroissement rapide des échanges, les pays en développement peuvent être exposés à des bouleversements et à la concurrence, ce qui n'est peut-être pas toujours souhaitable. Existe-t-il des cas où cela le serait ? Est-il possible de tirer des avantages de l'accroissement des échanges tout en se protégeant des aléas des marchés internationaux ?

Oui, l'exposition à la concurrence est souhaitable pour accroître l'efficacité et la productivité économiques. Il est évident que l'élargissement du commerce comporte des avantages. J'ai simplement voulu avertir le lecteur que ces bouleversements externes peuvent entraîner des coûts et que ces coûts peuvent être assumés plus facilement par les pays industrialisés que par les pays en développement. Nous avons eu un bon exemple de ce problème récemment avec la crise inattendue en Asie.

Vous affirmez dans votre livre que les avantages tirés des exportations pourraient ne pas être généralisés si l'élasticité de la demande à l'égard des exportations des pays en développement est insuffisante. Pouvez-vous élaborer ?

Le peu d'élasticité de la demande à l'égard des exportations des pays en développement s'explique par des facteurs liés aux prix et aux revenus. La baisse des prix et la hausse des revenus ne se traduisent pas nécessairement par une augmentation notable des exportations, surtout dans le cas des produits primaires, qui sont de moins en moins consommés aux paliers supérieurs de revenu.

Tout comme la mondialisation, les répercussions du déclin des marchés et du ralentissement de l'activité économique se répandent de façon exponentielle partout dans le monde. Et l'intégration financière rend futiles les politiques économiques nationales. Que faut-il faire ?

Que la mondialisation ait progressé de façon exponentielle, cela est très contesté. Je ne le crois pas : la majorité des échanges se font toujours à l'échelle régionale. Les pays de l'Union européenne, par exemple, font davantage de commerce entre eux qu'avec le reste du monde (voir Bhalla, *Regional Blocs: Building Blocs or Stumbling Blocs?*, Macmillan, 1997). La mondialisation a aujourd'hui un effet d'entraînement, un peu comme il en a été des besoins fondamentaux et de la pauvreté dans les années 1970. C'est surtout dans le secteur financier que la mondialisation a progressé rapidement, grâce à l'infrastructure et à la technologie de l'information. L'intégration financière à l'échelle mondiale réduit l'efficacité des politiques financières et monétaires à cause des bouleversements externes dont je viens de parler. Les gouvernements nationaux ne sont cependant pas complètement impuissants; ils peuvent faire beaucoup. Dans le cas de la régionalisation des échanges, c'est peut-être aussi important.

Avec la négociation d'accords sur le commerce international et l'essor fulgurant des services financiers et d'information dans le monde, existe-t-il des freins et contrepoids face aux dangers que posent les importations technologiques et culturelles et la circulation rapide des devises ?

La mondialisation non économique ne peut que s'accroître puisque le temps et l'espace ont moins d'importance depuis l'avènement des nouvelles technologies de l'information et de la communication. La mondialisation des habitudes alimentaires et de consommation en est un exemple typique. La culture du coca-cola, du hamburger et de la pizza s'est répandue partout dans le monde. Toutefois, il faut se demander si la propagation de la culture occidentale est une bonne ou une mauvaise chose, question fort subjective puisque tout dépend de quel point de vue on se place. Certains sont irrités par la pénétration culturelle, mais ils ne peuvent pas y faire grand-chose. Les Européens, par exemple, surtout les Français, exècrent la domination américaine dans les industries du film et du divertissement (et tout particulièrement le caractère violent des produits). Les Chinois aussi s'inquiètent périodiquement de la « mauvaise » influence de la culture occidentale et essaient d'en contrôler la pénétration. Mais depuis l'arrivée de la télévision et de l'Internet, ce contrôle est très difficile. Impossible de traiter la circulation de la technologie de la même manière que celle des habitudes alimentaires et de consommation. Et il y a, bien entendu, d'importants obstacles à la diffusion de la technologie à cause des droits de propriété.

L'augmentation du pouvoir et de la taille des multinationales donne lieu à une logique puissante et perverse d'homogénéisation culturelle. Faut-il envisager des solutions mondiales ou locales à ce problème ?

Je ne suis pas certain de bien comprendre votre question. Voulez-vous dire que les multinationales produisent en fonction des marchés mondiaux et que c'est pour cela qu'il y a homogénéisation de la production et de la consommation ? C'est peut-être vrai jusqu'à un certain point. La production de plusieurs multinationales est encore destinée à des marchés nationaux et régionaux. Cela dépend en grande partie de la nature du produit et de l'industrie.

Il n'est pas facile d'envisager des solutions mondiales, car il n'y a pas vraiment de mécanismes permettant d'en assurer l'application. L'OCDE et l'ONU ont tenté d'instaurer certains mécanismes, comme des directives et des codes de conduite, mais ils ne sont pas contraignants.

Les négociations de l'OMC peuvent avoir des retombées positives (par exemple, des normes dans les domaines de l'environnement et du travail), mais une mesure commerciale jugée positive et responsable par un pays peut être perçue comme une barrière non tarifaire par un autre. Que faire pour que les partenaires commerciaux sachent ce que l'on entend par des pratiques commerciales loyales ?

L'Organisation mondiale du commerce n'établit des règles que pour les échanges commerciaux et, même lors de la négociation de ces règles, les différences sont énormes entre les pays en développement et les pays industrialisés. Les deux groupes ne sont pas sur un pied d'égalité pour négocier et leurs intérêts sont aussi différents que l'est leur niveau de développement. Il en va de même des normes en matière d'environnement et de travail. C'est pourquoi les pays en développement, en particulier les pays d'Asie, refusent d'associer les normes du travail et le commerce. Pour eux, il s'agit d'une autre forme de protectionnisme des pays industrialisés à l'égard de leurs produits.

Il n'existe pas d'organisme similaire pour établir des règles internationales qui régiraient les flux financiers et les mouvements de capitaux à l'échelle mondiale. Cette fonction n'incombe pas au Fonds monétaire international et il lui est impossible de faire office de prêteur de dernier recours en raison des ressources restreintes dont il dispose. Son intervention pour régler la crise en Asie, notamment, a fait l'objet de critiques sévères.

Quand vous citez Hirst et Thompson, selon qui la tâche des États-nations a été jusqu'ici semblable à celle des municipalités à l'intérieur des États, à savoir offrir l'infrastructure et les biens collectifs dont les entreprises ont besoin au plus bas coût possible, vous semblez souligner l'impuissance de plus en plus grande des gouvernements nationaux face aux forces du marché. À votre avis, quel genre de mécanismes ou d'institutions faudrait-il pour trouver une solution à ce problème ? Pourraient-ils avoir une influence sur les disparités entre les pays et les tensions qui en résultent ?

Je ne suis pas d'accord avec Hirst et Thompson quand ils disent que les gouvernements sont de plus en plus impuissants. Les gouvernements continuent d'exercer un pouvoir considérable, mais ils doivent se consulter plus souvent puisque le monde est devenu interdépendant. De toute évidence, il y a des limites à la souveraineté de l'État-nation, comme les membres de l'Union européenne commencent à s'en rendre compte. Mais cela ne veut pas dire que les gouvernements n'ont plus de pouvoir.

On peut soutenir que la mondialisation signifie bien plus que l'internationalisation. Elle influe sur toutes les activités menées à l'échelle mondiale, sur la société civile mondiale, sur la gouvernance mondiale, etc. Selon moi, les disparités et les tensions mondiales ne peuvent être aisément supprimées à l'échelle de la planète tout entière. Par contre, il se peut qu'une institution plus modeste, d'envergure plus régionale, comme l'Union européenne, ait de meilleures solutions à offrir, malgré toutes ses imperfections. Je ne connais pas d'autre organisme régional au sein duquel les États plus riches aident financièrement les États plus pauvres afin de réduire les disparités. Dans d'autres régions, il n'a pas été possible de le faire pour des raisons d'ordre politique.

L'auteur

Le professeur Ajit S. Bhalla est lauréat d'une bourse de recherche David Thomson, au Sidney Sussex College de l'Université de Cambridge, au Royaume-Uni. Au moment de la préparation de *Mondialisation, croissance et marginalisation*, il était conseiller spécial auprès de la présidente du Centre de recherches pour le développement international (CRDI), au Canada. Récipiendaire d'une bourse Pearson du CRDI, Ajit S. Bhalla a également été détenteur d'une chaire d'enseignement Hallsworth en économie à l'Université de Manchester, chercheur associé invité à l'Economic Growth Centre de l'Université Yale et chargé de recherches à l'Institute of Economics and Statistics de l'Université d'Oxford.

L'ouvrage

[Mondialisation, croissance et marginalisation](#) publié sous la direction de A.S. Bhalla, CRDI-Macmillan, 1998